



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 7 au 13 mai 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

À la fin de la journée du 13 mai, le Mexique enregistrait 40 186 cas confirmés de COVID-19 (+1 862 cas vs. la veille), ce qui représente une augmentation de 45 % des cas en une semaine. 4 220 personnes auraient perdu la vie en raison de l'épidémie. 26 990 personnes se sont rétablies suite à l'infection.

H. López-Gatell, Vice-Ministre de la Santé, a confirmé que la « Mobilisation nationale de saine distance » (distanciation sociale) qui a débuté le 23 mars, se terminera le 30 mai. Les mesures de prévention contre le coronavirus se poursuivront néanmoins. Ainsi, si les mesures nationales prendront fin le 30 mai et que les activités commenceront à reprendre dans les endroits où il y a eu peu de transmission du virus, des normes strictes de prévention de la sécurité sanitaire devront continuer à être appliquées dans tout le pays.

La réouverture économique sera basée sur la situation sanitaire dans chaque État : Le Conseil général de la santé a approuvé la mise en place d'une catégorisation tricolore hebdomadaire pour déterminer les activités qui pourront être rétablies dans chaque État à partir du 1^{er} juin.

Les secteurs de la construction, de l'exploitation minière et des matériels de transports, dont l'automobile, ont été intégrés à la liste des activités essentielles pouvant reprendre leurs activités à compter du 1^{er} juin.

Economie

La Banque centrale mexicaine (Banxico) a abaissé de 50 pdp son taux directeur, désormais à 5,5 %, niveau le plus faible en 3 ans. Pour mémoire, l'inflation atteint 2,15 % g.a. en avril, son niveau le plus faible depuis décembre 2015.

La production industrielle a chuté de 4,91 % g.a. au mois de mars. Il s'agit de sa pire baisse en près de 11 ans, c'est-à-dire depuis octobre 2009, où elle avait chuté de 5,8 %.

Les sorties de capitaux du Mexique ont atteint 92,8 Mds USD sur les mois de mars et d'avril derniers. Le solde total des titres de dette du gouvernement mexicain détenus par les étrangers a ainsi baissé de 37,3 Mds USD pour s'établir 78,2 Mds USD (-32,3 %). Les analystes mettent en avant l'incertitude et la forte dépréciation pour expliquer ces sorties de capitaux.

Plus de 753 000 emplois formels ont été perdus depuis la mi-mars, selon les données de l'Institut National de Sécurité Sociale (IMSS). Selon l'analyse des experts, plus d'un million d'emplois pourraient être perdus d'ici la fin de l'année.

Un emploi sur deux perdu au mois d'avril l'a été par un jeune de moins de 30 ans. Les données de l'IMSS ont révélé que sur les 555 000 emplois perdus au cours du mois d'avril, 51 %, soit 283 000, correspondaient à des personnes âgées de moins de 30 ans. Sur le nombre total d'emplois perdus, 36 % l'ont été dans la construction, 31 % dans les services et 18 % dans l'industrie de la transformation.

Le Mexique pourrait compter jusqu'à 10,7 millions de travailleurs pauvres (population qui ne peut pas acheter le panier de base avec les revenus de son travail) **supplémentaires à la fin du T2**, selon le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (Coneval). Le CONEVAL prévoit ainsi que les travailleurs pauvres atteignent 45,8 % de la population, soit une augmentation annuelle de 8,5 points de pourcentage.

Le Mexique pourrait également connaître une augmentation de 4,8 points de pourcentage des niveaux d'extrême pauvreté par rapport à l'année précédente, passant de 11,1 % à 15,9 % de la population dans cette situation, selon la CEPAL. Selon l'institution, le Mexique serait ainsi le pays qui aurait le plus grand impact en termes d'extrême pauvreté découlant de la crise sanitaire dans la région.

[Finances publiques](#)

Le Centre d'Etudes Economiques pour le Secteur Privé (CEESP) estime que le gouvernement dispose de l'espace fiscal nécessaire pour s'endetter davantage dans le cadre de la crise. D'après le *think tank*, bien que la dette publique ait augmenté de près de quatre points en proportion du PIB au cours du T1 2020 pour atteindre 48,7 %, cela n'inquiète pas les marchés. L'augmentation s'explique par la baisse de l'activité économique (i.e. baisse du PIB, le dénominateur du ratio de dette) et la dépréciation du taux de change de 25 % au cours des trois premiers mois de l'année. Pour mémoire, 1/3 de la dette publique mexicaine est exprimées en devises, expliquant l'impact significatif d'une dépréciation du MXN sur celle-ci.

L'absence de mesures de relance budgétaire pourrait affecter la notation de crédit du pays, selon Standard & Poor's. Pour rappel, le Mexique est actuellement noté « BBB » avec perspective négative. L'agence de notation a toutefois indiqué que le risque d'un passage en « *junk bond* » était limité, étant donné que la notation est encore deux crans au-dessus de cette limite.

[Entreprises et grands contrats](#)

PEMEX a abandonné son objectif d'augmenter la production de pétrole d'ici 2020 en raison de la faiblesse des prix internationaux du pétrole et du climat d'incertitude mondiale généré par la pandémie de coronavirus. L'augmentation des niveaux de production à 1 850 000 barils par jour est ainsi repoussée à 2021.

Du 1^{er} janvier au 6 mai, PEMEX a enregistré une baisse de 34 % de ses ventes en valeur en raison de la faible demande causée par le coronavirus,

En avril 2020, la production de véhicules au Mexique a chuté de 98,8 % g.a, tandis que les exportations ont baissé de 90 %. Ces deux indicateurs ont été affectés par la pandémie de COVID-19 dans le pays, qui a amené le gouvernement fédéral à suspendre depuis le 31 mars toutes les activités jugées non-essentiels, dont l'exploitation des usines d'assemblage de l'industrie automobile. Dans ce contexte, le gouvernement vient de publier ce 14 mai au journal officiel le texte précisant la stratégie de reprise de l'activité économique. Ce texte précise que les trois activités – industrie de construction, mines, fabrication d'équipements de transport –

sont désormais classées en activité essentielles, et que les entreprises concernées pourront redémarrer leurs activités le 1er juin prochain.

| Indicateur | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau du 13/05/2020 |
|---------------------------------|------------------------|------------------------------|----------------------|
| Bourse (IPC) | -1,6 % | -14,6 % | 36 395 points |
| Taux de change USD/Peso | -0,8 % | +28,0 % | 24,19 USD/MXN |
| Taux de change Euro/Peso | -0,6 % | +23,6 % | 26,17 EUR/MXN |
| Prix du baril mexicain | +0,1 % | -66,4 % | 21,13 USD/Barils |

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

| Pays | Nombre de cas de COVID-19 | |
|-------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Nombre de décès liés au COVID-19 | |
| Costa Rica | 815 | <i>Décès : 8</i> |
| Guatemala | 1 342 | <i>Décès : 29</i> |
| Honduras | 2 255 | <i>Décès : 123</i> |
| Nicaragua | 25 | <i>Décès : 8</i> |
| Panama | 8 944 | <i>Décès : 256</i> |
| Salvador | 1 112 | <i>Décès : 20</i> |

Données officielles au 13 mai 2020

Le Secrétariat Général du Système d'Intégration Centraméricain (SICA) propose un plan de relance du secteur aérien en cinq phases : le « Plan d'action harmonisé pour la réactivation du secteur du transport aérien centraméricain – Impact de la COVID-19 ». Le transport aérien est l'un des secteurs les plus touchés par la fermeture des frontières. On note une baisse d'environ 90 % du trafic aérien en Amérique centrale, mettant en péril un pourcentage élevé de personnes travaillant dans la chaîne de valeur de ce secteur. Environ 2,9 millions de personnes en Amérique latine seraient concernées.

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Fitch a abaissé la notation créditrice de la dette externe du Costa Rica, qui passe ainsi de « B+ » à « B », avec des perspective « Négatives ». Cette dégradation reflète des risques accrus de tensions financières à court terme en raison de l'augmentation du déficit budgétaire et d'une contraction économique causée par les effets de la pandémie de coronavirus.

L'inflation est tombée en avril à 0,89 % g.a., son taux le plus bas depuis 2017. Ce taux d'inflation est inférieur au taux cible fixé par la Banque Centrale qui est de 2 % g.a. à 4 % g.a..

L'activité économique a enregistré une faible croissance de +0,9 % en mars, soit 0,5 point de pourcentage de moins que celle observée au mois de mars 2019, et la plus faible enregistrée depuis novembre 2009.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

En avril 2020, les envois de fonds des migrants (*remesas*) vers le Guatemala se sont élevés à 691 M USD, soit -20 % g.a. selon la Banque centrale du pays.

Les exportations de biens du pays en 2020 devraient s'établir entre 9,9 Mds USD et 10,7 Mds USD, soit entre -4 % et -11 % v.s. 2019 (11,17 Mds USD), selon l'Association des Exportateurs du Guatemala (AGEXPORT).

Les autorités guatémaltèques ont approuvé le projet de transformation de la Base Aérienne d'Escuintla à Puerto San José (côte Pacifique du Guatemala) en un aéroport international de fret (l'un des premiers de ce genre en Amérique centrale). La construction devrait se dérouler en trois phases ; la première pourrait être terminée d'ici la fin de l'année 2020 ou début 2021 afin de permettre l'arrivée des avions cargos qui atterrissent actuellement à plus de 1 500 mètres d'altitude à l'aéroport international de Guatemala - La Aurora. Les autorités prévoient en outre la création d'une zone franche autour de cet aéroport pour favoriser l'installation de « *maquilas* ».

L'emploi informel, qui représente actuellement 70,2 % du total de l'emploi au Guatemala, pourrait dépasser les 80 % cette année à cause de la crise de la COVID-19, d'après le *think tank* Centro de Investigaciones Económicas Nacionales (CIEN).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté devraient, d'ici la fin l'année, progresser de 2 points de pourcentage pour s'établir respectivement à 59,9 % et 21,8 %. Cette hausse de la pauvreté dans le pays serait principalement due, pour de nombreuses familles guatémaltèques, au ralentissement voire à l'absence de *remesas* en provenance des États-Unis en raison de l'impact de la COVID-19 sur l'économie étatsunienne.

L'agence de notation Moody's a maintenu la notation créditrice du Guatemala à « Ba1 » assortie de perspectives « Stables ».

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Standard & Poor's a maintenu la notation créditrice du Honduras à « BB-/B » assortie de perspectives « Stables ». L'agence de notation a mis en avant les bonnes mesures prises (notamment au niveau fiscal, monétaire et macro-financier) par le gouvernement pour répondre à la crise sanitaire, pour protéger les emplois et atténuer l'impact sur l'activité économique.

La Banque centrale du Honduras prévoit un taux de croissance du PIB compris entre -2,9 % et -3,9 % en 2020. Elle anticipe néanmoins un rebond de +4 % à +4,5 % pour 2021. Elle a par ailleurs décidé de maintenir le taux directeur à 4,5 %.

Le FMI a autorisé une augmentation de 219 M USD des facilités SBA/SCF qui passeront ainsi de 311 M USD à 530 M USD. Ces facilités de Stand-by Arrangement (SBA) sont des facilités de prêts du FMI qui permettent d'apporter une aide financière sous conditions,

généralement avec des objectifs monétaires et budgétaires ciblés. Le Honduras bénéficie d'un tel programme d'assistance financière depuis juillet 2019.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé un prêt de 300 M USD pour le Honduras dans le cadre du « Programme de réactivation économique par le biais des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la crise et l'après-crise de la COVID-19 au Honduras ». Ce dernier consiste à fournir des ressources financières aux MPME pour soutenir l'emploi et la relance économique, ainsi qu'à créer un fonds de garantie pour faciliter l'accès aux crédits.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté devraient respectivement passer de 47,1 % en 2019 à 51,6 % en 2020 et de 18 % à 21,3 % selon les prévisions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

La Commission européenne a inscrit le Panama dans sa nouvelle liste de pays tiers présentant des carences dans leurs stratégies de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme le 7 mai dernier, au côté de 10 autres États. Parmi les pays de la région, ont également été inscrits, la Jamaïque, Trinité et Tobago, Bahamas, la Barbade, Nicaragua.

Le Conseil des ministres a approuvé ce mardi un prêt de 350 M USD de la CAF au Ministère de l'économie et des finances en soutien au budget général de l'État. Le prêt vise à appuyer le gouvernement dans ses mesures de réactivation économique dans le cadre de la COVID-19.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé un prêt de 50 M USD au Salvador visant à financer partiellement l'appui aux personnes sans emploi ou sans revenus en lien avec la pandémie de COVID-19. Cette ligne de crédit, approuvée pour une durée maximale de 20 ans, comprend une période de grâce de cinq ans et un taux d'intérêt fixé sur le taux LIBOR à six mois. Elle contribuera à renforcer le Fonds d'Urgence, de Redressement et de Reconstruction Economique du pays créé en réponse à la crise de la COVID-19.

Près de 1,3 millions d'emplois au Salvador seraient impactés par la crise économique actuelle liée à la COVID-19, soit 46,6 % du total des emplois formels dans le pays selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

| Pays | Nombre de cas de COVID-19 | |
|---|----------------------------------|--------------------|
| | Nombre de décès liés au COVID-19 | |
| <i>Données officielles au 13 mai 2020</i> | | |
| République dominicaine | 11 196 | <i>Décès : 409</i> |
| Haïti | 234 | <i>Décès : 18</i> |
| Jamaïque | 509 | <i>Décès : 9</i> |
| Cuba | 1 810 | <i>Décès : 79</i> |

Conscientes des conséquences économiques de la pandémie, et notamment de la contraction des revenus pour le pays, les autorités ont approuvé en Conseil des ministres l’ajustement du plan de l’économie pour l’exercice en cours basé sur une réduction des dépenses. Lors de la réunion, le Ministre de l’économie et de la planification, a pu préciser les priorités du gouvernement : production nationale d’aliments, de médicaments et de produits d’hygiène, protection des exportations, intensification des économies de ressources (notamment énergétiques) et maintien de l’activité productive ainsi que de la commercialisation des produits basiques. La réallocation des ressources économisées (combustible et devises notamment) au sein des secteurs fonctionnant au ralenti vers l’agriculture et l’élevage a également été rappelée. **Pour certains économistes, la crise actuelle pourrait faciliter l’accélération des réformes comme ce fut le cas lors de la « Période Spéciale » et la récession économique des années 1990 avec l’ouverture du tourisme ainsi que la diversification des acteurs de l’économie.**

L’activation du titre III de la loi Helms-Burton a un an. Début mai 2019, l’administration Trump activait pour la première fois le titre III du Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act (plus connu sous le titre de loi Helms-Burton) ouvrant à tout citoyen étatsunien propriétaire de biens confisqués sans contrepartie par le gouvernement cubain la possibilité d’introduire une demande en dommages et intérêts auprès d’une cour étatsunienne à l’encontre de toute personne « trafiquant » avec ses biens spoliés. Un an plus tard le nombre de poursuites intentées depuis l’activation du titre III est assez faible – 25 plaintes, bien loin des estimations du Département du Trésor (entre 75 000 et 200 000). Dernière décision en date (le 11 mai), le rejet de la plainte de DANIEL A. GONZALEZ contre Amazon et Susshi International, le plaignant n’ayant pas pu démontrer son lien de propriété avec le terrain cubain où était produit le charbon végétal vendu par les entreprises. Il n’en demeure pas moins que la perception du risque pays « Cuba » s’est considérablement détériorée et pèse fortement sur l’environnement des affaires cubain.

Jamaïque

2018 – PIB : 15,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le Gouverneur de la Banque centrale a promis que la Jamaïque sortirait en 2021 de la liste noire européenne des pays qui posent un risque financier en raison de leur politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La Jamaïque fait partie des 12 pays listés par l'Union Européenne. Le Ministre des Finances a par ailleurs indiqué qu'il y aurait un plan d'action pour s'attaquer aux déficiences de la Jamaïque.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

Les fonds pension ont acquis des bons du Trésor dominicain pour 730 M USD (40 Mds DOP) afin de faire face à l'impact économique et social de la COVID-19 sur les travailleurs et les secteurs les plus vulnérables de la société et de l'économie nationale. Réalisée en coordination avec la Banque centrale de la République dominicaine, l'émission des obligations d'urgence et de relance économique Covid-19 sera utilisée pour financer les programmes sociaux, le développement des infrastructures et la relance économique.

Les exportations des zones franches ont crû de 1,5 % g.a. au T1 2020. Les exportations représentent 57 % des exportations totales du pays. En février, les exportations des zones franches ont augmenté de 17 % en février vs. janvier pour baisser de 9,3 % en mars vs. février dans le cadre de la COVID-19.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

